

consultations, d'indiquer d'avance le choix qu'elle fera de telles mesures particulières qu'elle pourra décider finalement d'adopter ni leur date d'application.

b) Les PARTIES CONTRACTANTES pourront à tout moment inviter une partie contractante qui applique des restrictions à l'importation en vertu du présent article à entrer en consultation avec elles à ce sujet; elles inviteront toute partie contractante qui renforce ces restrictions d'une manière substantielle à entrer en consultation avec elles dans les trente jours. La partie contractante ainsi invitée devra participer à ces discussions. Les PARTIES CONTRACTANTES pourront inviter toute autre partie contractante à prendre part à ces discussions. Le 1er janvier 1951 au plus tard, les PARTIES CONTRACTANTES passeront en revue toutes les restrictions existant à cette date et qui, en vertu du présent article, seraient encore appliquées au moment de cet examen.

c) Toute partie contractante pourra entrer en consultation avec les PARTIES CONTRACTANTES en vue d'obtenir d'elles l'approbation préalable, soit de restrictions qu'elle se propose de maintenir, de renforcer ou d'instituer en vertu du présent article, soit de restrictions qu'elle désire maintenir, renforcer ou instituer au cas où des conditions déterminées se réaliseraient ultérieurement. Comme suite à ces consultations, les PARTIES CONTRACTANTES pourront approuver d'avance le maintien, le renforcement ou l'institution de restrictions par la partie contractante en question quant à leur étendue, à leur degré d'intensité ou à leur durée. Dans les limites de cette approbation, les conditions prévues à l'alinéa a) du présent paragraphe seront considérées comme étant remplies et les mesures prises par la partie contractante appliquant les restrictions ne pourront être attaquées en vertu de l'alinéa d) du présent paragraphe comme incompatibles avec les dispositions du paragraphe 2 du présent article.

d) Toute partie contractante qui considère qu'une autre partie contractante applique des restrictions en vertu du présent article d'une manière incompatible avec les dispositions des paragraphes 2 ou 3 de cet article ou avec celles de l'article XIII (sous réserve des dispositions de l'article XIV) pourra soumettre la question aux PARTIES CONTRACTANTES pour discussion. La partie contractante qui applique ces restrictions participera à la discussion. Si les PARTIES CONTRACTANTES, après un premier examen, estiment que le commerce de la partie contractante qui a recours à cette procédure est lésé, elles présenteront leurs observations aux parties en vue de parvenir à un règlement de l'affaire satisfaisant pour les parties intéressées et pour les PARTIES CONTRACTANTES. Au cas où ce règlement ne serait pas obtenu et où les PARTIES CONTRACTANTES décideraient que les restrictions sont appliquées d'une manière incompatible avec les dispositions des paragraphes 2 ou 3 du présent article, ou avec celles de l'article XIII (sous réserve des dispositions de l'article XIV), les PARTIES CONTRACTANTES recommanderont la suppression ou la modification desdites restrictions. Si les restrictions ne sont pas supprimées ou modifiées dans les soixante jours, conformément à la recommandation des PARTIES CONTRACTANTES, celles-ci pourront relever une ou plusieurs parties contractantes des engagements qu'elles spécifieront parmi les engagements contractés, en vertu du présent Accord, envers la partie contractante appliquant les restrictions.

e) Il est reconnu que le fait de dévoiler prématurément les projets visant, en vertu du présent article, à appliquer, supprimer ou modifier toute restriction risquerait de favoriser, dans les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux, une spéculation qui irait à l'encontre des buts du présent article. En